

Délibération n° 14 - Budget primitif

Intervention générale de Boris Battais :

Nous vous remercions pour cette présentation. Je souhaitais revenir pour ma part sur plusieurs points.

Se pencher sur les questions budgétaires de notre collectivité suppose d'avoir en tête des éléments plus larges et le contexte dans lequel nous sommes amenés à concevoir ce budget. Je suis déjà intervenu sur ce point lors du dernier CM. Je n'y reviendrai donc pas ce soir.

Disons simplement que les propositions faites par les uns et les autres, tout au long de l'année comme dans le cadre de ce budget, ne peuvent être déconnectées du contexte particulièrement difficile que nous traversons.

Pour ce qui nous concerne ici à Trélazé, **je regrette vivement que la dernière séance du CM n'ait pas été l'occasion d'un véritable Débat d'Orientations Budgétaires.** Comme je le soulignais alors, nous avons eu au mieux une Présentation d'Orientations Budgétaires puisque nous nous sommes vus une nouvelle fois empêchés de pouvoir nous exprimer et répondre à ce qu'il convient clairement de considérer comme des caricatures et des provocations de la part d'un habitué du genre, votre adjoint Sébastien Bousion. Et lors de la séance de ce soir, sans doute aurons-nous aussi droit à vos interventions préparées et commandées sans aucun rapport avec ce que nous avons dit... **Ce mode de fonctionnement n'est pas à la hauteur des enjeux politiques pour notre ville.**

Ceci étant dit et contrairement donc à ce qui a été dit dit la dernière fois par votre adjoint, **des propositions, nous ne cessons d'en faire**, dans les rares commissions ou groupes de travail que nous avons ensemble, au CM (lorsqu'on nous laisse les exprimer), dans la presse ou nos propres publications. Sur chacun des points évoqués par votre adjoint lors du dernier CM, nous vous avons déjà fait part de propositions. Mais, par mépris ou par calcul politique, jamais vous n'avez voulu même en discuter. J'aurais aimé le lui rappeler lors du dernier CM, ce qui aurait sans doute permis d'avoir un échange constructif mais non, je n'en ai pas eu le droit compte tenu des règles rigides que vous avez imposées pour empêcher toute forme de débat. Je vais donc le faire maintenant.

Concernant par exemple l'alimentation des élèves dans le cadre de la restauration collective et l'accès à une nourriture de qualité, nous vous avons déjà proposé de réfléchir à la création de jardins bio municipaux. J'ai lu il y a quelques jours un article très intéressant sur la commune de Mouans-Sartoux (10 000 habitants) dans les Alpes Maritimes qui, parmi de nombreuses initiatives au sujet d'une alimentation durable, a acquis des terres et mis en place une régie agricole pour produire plus de 80 % des besoins en légumes frais et bio de la restauration collective. Des communes se sont aussi déjà lancées dans ce genre d'aventure (comme Saint-Junien dans la Haute-Vienne, 11 000 habitants), d'autant que ces jardins pourraient aussi constituer de très beaux outils pédagogiques et de sensibilisation pour les enfants et leurs parents. Dans ce domaine de l'alimentation, nous vous avons aussi proposé de réfléchir ensemble à une extension du dispositif pour les petits-déjeuners afin qu'aucun des enfants de nos écoles ne démarre sa journée le ventre vide. Sur ces deux points : des fins de non-recevoir.

Concernant ensuite les questions d'écologie et de transition, nous vous avons par exemple proposé de ne serait ce que réfléchir à l'exonération temporaire de la taxe foncière sur 3 ans totale ou partielle pour les propriétaires qui réalisent des travaux d'économie d'énergie d'un montant supérieur à 10 000 €, dans les logements ayant été achevés avant le 1^{er} janvier 1989. Là encore : une fin de non-recevoir...

En parallèle d'un vœu voté à l'unanimité sur **la question du coût de l'énergie**, nous avons, je le rappelle, proposé d'en voter un autre pour nous associer à d'autres collectivités (puisque tout ne se décide pas à Trélazé) et rappeler collectivement nos inquiétudes quant à notre capacité à payer les conséquences de l'ouverture au marché de biens essentiels comme l'électricité et le gaz. Nous avons alors insisté sur le fait que, s'il convient de faire preuve de sobriété, il est aussi de notre responsabilité collective de maintenir les services publics, de ne pas les réduire et donc, de refuser collectivement les augmentations des factures d'électricité et de gaz. Proposition de notre part balayée d'un revers de main pour... une question de forme.

Vous nous parliez aussi la dernière fois d'« **urgence sociale** », de « **faire société** », d'« **agir ensemble** », de « **mixité** » et « **d'espaces de dialogue** ». A plusieurs reprises, nous avons par exemple proposé de réfléchir ensemble la mise à l'étude d'un ensemble intergénérationnel à la Quantinière, d'étudier la possibilité d'y associer un FJT ainsi qu'une crèche publique. Jamais, nous n'avons même pu en discuter. Fin de non-recevoir là aussi.

Sur ce point, le « **faire société** », le monde associatif est un puissant levier. Nous le savons tous. Là encore, à plusieurs reprises (et encore il y a peu), en CM et en commission, nous avons évoqué l'importance par exemple de soutenir les démarches visant à permettre « le sport pour tous ». Si je me réjouis sincèrement des discussions que nous avons eues ces derniers jours sur ce point, je regrette par contre l'accueil « très frais » de notre proposition de constitution d'une flotte de véhicules mutualisés pour garantir la possibilité à nos associations de pouvoir transporter tous nos jeunes (cela pouvant d'ailleurs se concevoir dans le cadre d'un plan pluriannuel). C'est à notre sens essentiel pour faire face aux difficultés des familles populaires n'ayant pas les moyens de mettre de l'essence dans leurs véhicules pour des déplacements le WE (quand ces familles ont un véhicule...).

Pour favoriser **la réussite de chaque enfant**, nous avons demandé, et demandons encore, un financement des initiatives pédagogiques à la hauteur des besoins exprimés, y compris au sein de la Caisse des Écoles. A l'heure où de nombreuses familles, notamment dans nos communes populaires, ne peuvent pas partir en vacances, nous vous avons aussi proposé de réfléchir au développement d'une véritable offre de vacances pour les enfants de la commune. Là encore une fois, fins de non-recevoir.

Concernant la jeunesse, nous vous parlons depuis des années de notre souhait de voir être mise à l'étude, de façon concertée, la construction d'un centre d'accueil de classe verte à proximité du site ardoisier dans le cadre d'une valorisation du site, sur des bases de développement durable et humain. Nous continuons de penser que ce pourrait être un formidable outil d'ouverture culturelle et l'occasion de beaux échanges dans le cadre de partenariats, ici en Anjou mais aussi avec des communes d'autres régions voire d'autres pays. Fin de non-recevoir.

Bon, je vais m'arrêter là mais vous le voyez, et je me suis contenté des thématiques évoquées par votre adjoint la dernière fois, des propositions, nous en avons beaucoup... Nous les soumettons au débat (et nous n'attendons pas les périodes budgétaires pour le faire) et nous continuerons de le faire.

Comme nous le disons souvent, un budget, ce n'est pas que des chiffres, ce n'est pas que de la technique ou de la gestion. Un budget, c'est avant tout des choix politiques, une orientation, des propositions, un projet pour la Ville.

En 2020, vous avez été élus avec Marc Goua sur un projet. Depuis que vous êtes maire, vous dites que votre majorité s'attache à poursuivre la politique et la stratégie héritée du passé. Dont acte.

Nous, nous avons été élus sur le nôtre. Vous avez dit à maintes reprises que nous avons deux projets différents pour la Ville. C'est vrai.

D'une manière globale, je vois dans votre discours que vous êtes conscients des manquements de votre politique de ces dernières années. De toute façon, les Trélazéens se chargent de vous le dire et d'évoquer les fameux « trous dans la raquette » comme nous a dit une fois Sébastien Boussion... Vous parlez de « bouclier social », d'« urgence climatique », d'« urgence sociale »... Compte tenu des engagements macronistes des uns et des soutiens que leur apportent les autres, j'avoue au moins vous reconnaître un certain culot...

Nous ne faisons pas la même analyse que vous concernant la situation financière de la Ville. Cette dernière est serrée et préoccupante. La faiblesse des investissements prévus vient conforter nos inquiétudes et ce que nous disons depuis des années.

Je ne rentrerai pas dans une surenchère de chiffres et d'analyses techniques. **La réalité est que, du fait des remboursements de capital liés à vos choix coûteux du passé, l'augmentation des dépenses de fonctionnement** (notamment en renforçant le personnel) **pourtant nécessaire et à amplifier (afin de répondre à des besoins bien réels des habitants), impacte nécessairement l'épargne et notre capacité d'investissement pour d'autres projets utiles aux Trélazéens dans l'avenir** (j'ai donné de nombreux exemples plus haut). **Et je ne parle pas des centaines de milliers d'euros des manifestations liées à votre stratégie événementielle.** Nous en avons parlé à l'automne et la presse s'en est largement fait l'écho. Sur ce point, nous avons toujours dit que, si vous n'étiez pas responsables de tous les problèmes que notre ville rencontre, **votre stratégie événementielle continue d'engloutir des sommes énormes. Pour faire face, nous restons persuadés de la nécessité d'aller au bout, de se donner réellement les moyens d'agir et de changer de logiciel pour opérer des choix politiques en faveur de nos concitoyens.**

Intervention sur la Caisse des Écoles Publiques de Jean-François Garcia :

Lors du dernier conseil municipal vous nous avez présenté les orientations budgétaires sans que celles-ci donnent lieu à un débat alors que dans la synthèse il est précisé que ce rapport doit donner lieu à un débat qui doit renforcer la démocratie participative en instaurant une discussion au sein de l'assemblée délibérante sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité.

Il suffit de visionner la retransmission pour confirmer qu'il n'y a eu aucun débat mais une présentation de chiffres.

Il est vrai que lors de la dernière commission des finances vous avez déclaré, je vous cite « que vous n'avez rien à foutre des chiffres ! ». Alors à quoi correspondaient vos fonctions d'adjoint aux finances pendant 14 ans ? C'est certainement pour cela que nous avons eu un rapport de la chambre Régionale des Comptes qui égrille votre gestion tant au niveau de la ville que de l'ARENA.

Donc pas de débat en conseil municipal, pas de débat en commission c'est votre perception de la démocratie.

La démocratie demande des débats contradictoires, du respect des personnes.

Le moins que l'on puisse dire c'est que vous ne respectez pas ces préceptes tant auprès du monde associatif que celui de l'éducation .

Lors du dernier comité de la caisse des écoles **vous avez eu une attitude irrespectueuse envers les directrices et directeur présents**, suite à leur demande d'augmenter les crédits pour leurs élèves.

Certes en fin de réunion vous avez proposé de réunir une commission pour examiner l'aspect technique du budget mais en aucun cas de modifier son montant (voir le compte rendu de la caisse des Écoles).

La subvention pour la caisse des écoles prévue au budget est insuffisante pour répondre aux besoins exprimés unanimement par les directrices et directeur des écoles.

En ce qui nous concerne, afin de répondre aux besoins des élèves des écoles publiques, que la subvention pour la caisse des Écoles soit portée de **200 100 € à 270 000 €** pour 2024. Cette augmentation sera largement compensée par les recettes non prises en compte dans le budget soumis au vote ce soir.

La priorité c'est l'éducation, alors répondant favorablement mes chers collègues aux demandes des enseignants pour les élèves de nos écoles.